

SOMMAIRE DV PROCEZ PENDANT  
par deuant nos Seigneurs du grand Conseil, Entre  
Iean François Saxy de la ville d'Arles, Appellant dn  
sentence du Gouverneur de Montpelier, ou son  
Lieutenant, Iuge delegué par Arrest du Conseil priué,  
ioint à luy Monsieur le Procureur General en la Cour *des comptes*  
des Aydes, & Finances de Prouence.

ET MESSIRE IEAN DE FAYN,  
Baron de Peraut, Viguier & Gouverneur de la ville de  
Beaucaire, Seneschal dudict Beaucaire & Nismes. Messire  
Guillamme Gleise Aduocat, Ioint à eux le Procureur du  
Roy au Siege dudict Nismes, Intimez audict appel & au  
principal demandeurs.



LE Procez est de tresgrande importance, pource qu'il  
s'agist en iceluy d'un heritage, nō delaisé en l'estat qu'il  
est, mais est formé, par suite de longues annees par le  
trauail, industrie, & aux despés de tout l'autre patrimoi-  
ne, de ceux qui l'ont possédé & possèdent encor en troisieme gene-  
ration, sous bons & valables tiltres. Duquel ledict sieur de Peraut  
le veut expulser, sans autre tiltre que de son autorité. Cest pour-  
quoy le conseil est tres-humblement supplié, prendre sous la pro-  
tection de sa fauorable & accoustumee Iustice, le droict, vie & biés,  
non dudict appellant seulement, mais de sa femme enfans & vn sien  
beaufreire, ausquels pour tous biens & domaine, la terre contentieu-  
se appartient.

Le droict qu'ils ont sur icelle, descend de ce, qu'en l'Année 1539.  
Messieurs de la Chambre des Comptes de Prouence infeodarent à  
feu Anthoine Petit dudict Arles, Ayeul maternel de la femme du-  
dict Saxy, vn sablier & grauoir dans la riuere du Rosne de la conti-  
nēce d'environ 4. saulmees, pres les esperōs & chaussée du Terroir  
d'Arles appelé Tresbons avec les accremens qui si pourroient faire  
pour l'aduenir, desquels il seroit tenu donner declaration de trois  
en trois ans, en ladiete chambre, & ce moyennant trois florins d'en-  
tree, & rente annuele de trois sols, pour chascune saulmee, toutes so-  
lemnitez en tel cas accoustumees deuēment obseruees.

En vertu de ceste infeodation, ledict Petit est mis en possession

A





271  
dudict sablier le 18. Mars 1540. par le Iuge d'Arles, présent le Procureur du Roy : & a force de despens travail & defenses qu'il faiç contre ce fleuve Impetueux, durant plusieurs annees, il commence d'asseurer & croistre ce petit sablier.

Et pour s'en assurer luy aussi, il en obtient confirmation du Roy, par lettres patentes du 12. May 1549. lesquelles sont en effect comme vne autre infeodation de la mesme terre, faiçte par sa Maiehtë, aux mesmes qualitez que se trouuent portees, par le bail de ladiçte Cour des Comptes à laquelle elles sont adressees.

Despuis, ayant esté lediçt Petit recherche par certains commissaires, mesmes & en dernier lieu par maistre Iean de Montcamp Iuge Mage de Nismes, commis à la recherche des Vaccans des Isles en l'annee 1575. s'en estant plaint au Roy, & ayant faiçt veoir ses titres au conseil de sa maiehtë, narré sa possession despèces & travaux qu'il auoit mis pour la conseruation & melioration de ladiçte terre, il obtient autres lettres patentes du 13. Mars 1576. conformes aux precedentes, pour l'autorisation de son infeodatiõ, & outre ce, mainleuee de la faisie d'icelle, & declaration que sa Maiehtë n'entend l'Isle dudict Petit, auoir esté comprinle ains exceptee, de la commission dudict sieur de Montcamp, & autres Commissaires deputez, ou a deputer pour le faiçt de semblable recherche, leur faiçt deffenses d'en prendre aucune Iurisdiction, laquelle il attribue à ladiçte Cour des Comptes de Prouence, suiuant le pouuoir à elle donné de Iuger souverainement, & en impose perpetuel silence à son Procureur au Siege dudict Nismes: ce que luy fust signifié, & audit de Montcamp le 25. May suiuant, sur le Pont d'Auignon, à la requeste de Nicolas Petit fils dudict Anthoine.

Ledit Saxy leur ayant succedé, en qualité de Mary & maistre des biens dotaux de François Gilberte, & Curateur de Elzias Gilbert frere d'icelle, nepueux dudit Petit, consomme tout, son patrimoine en la reparation & decoration de ladite terre, non plus Isle, mais terre entierement ferme, aux portes de la Ville d'Arles, par le moyé des maisons qu'il y faiçt bastir, vignes, vergers, & bois qu'il y fait planter, & fortes reparations qu'il y fait faire avec pierre & bois cõtre la ravine du fleuve, au moyen desquelles non seulement il conserue ladite terre, mais il fait ioindre à icelle plusieurs accremens, desquels il en a fait declaration à ladite Cour, à mesure qu'ils sont arriuez suiuant ses titres.

Et de plus obtient lettres patentes du Roy, du mois de Iuin 1607. confirmatiues d'iceux, comme les precedentes, avec mandement à ladite Cour, de le faire iouir de trois cēs sept faulmees terre, le tout



deuëment verifie & dece appert en la premiere production dudit Saxy deuant le Lieutenant de Montpelier des lettre A iusques a lettre K.

Ce sont les tiltres & droits que ledit Saxy à puis l'an 1539 iusques a present que sont soixante neuf ans au moyen desquels il ne reste aucun doubte qu'il ne soit possesseur de bonnefoy, & de l'autorité du Roy, de l'Isle ou terre dont est question.

Ce n'a pas esté neantmoins sans enuie de plusieurs, qui ont desiré se preualoir de son bien & travail & de ses predecesseurs.

Le principal a esté vn Iean fét Apoticaire de Beaucaire le quel s'estant persuadé que toutes les Isles du Roine estoient du Domaine & Iurisdiction du Languedoc & que celle dont est question auoit esté infeodee par certains Commissaires deputez par le Roy en l'annee 1528. en quantité de cent saulmees terre, à vn Pierre Pages du lieu de Fourques s'estant fait ceder par les hoirs dudit Pages les droits qu'ils presupposioient y auoir, mit le susdit Petit en cause par deuant la susdite Cour des Comptes en l'annee 1549. par deuant laquelle tant fust procedé qu'apres vn appointement de contraires articles respectiuelement faicts tant par ledit Fet que Petit & monsieur le Procureur General en ladite cour prenant la cause dudit Petit en-queste faicte par iceluy, Petit iustificiant son Isle n'estre la pretendue infeodee à Pages, & monsieur le Procureur General iustificiant ses faits par tiltres, ledit Fet ne pouuant rien prouuer de son intention, pour esuiter sa condamnation obrint commission pour euoquer la cause au conseil en vertu de l'Edit de l'an 1509. par arrest duquel, du 17. Decembre 1565. ledit Petit fust relaxe avec despens despuis liquides.

De cecy appert en l'additiõ de production dudit Saxy deuant le Conseil sous double lettre A apres cest Arrest Petit continue en sa possession comme auparavant, & apres luy Nicolas Petit son fils, & François Gilberte femme dudit Saxy & niepce dudit Nicolas, iusques a tant, que 41. an apres ledit Arrest, ledit sieur de Peraut s'estant faict ceder le pretendu droit dudit Fet, par certaines femmes foy disans heritieres d'iceluy, & s'estant fait infeoder par son Lieutenant au siege dudit Nismes, iusques a trois cens saulmees d'accresmens qu'il dit estre arriuez & ioints aux susdits cent saulmees infeodees a Pages, & a luy cedees par les pretendus hoirs dudit Fet, le tout en vn Isle dans la riuere du Roine, se va faire mettre en possession par le Iuge dudit Beaucaire aussi son Lieutenant en la Viguerie de ladite ville, dans la maison & terre dudit Saxy, qui se rend opposant, & demande extraict de la procedure pour se pouruoit.



Laquelle n'ayant peu obtenir, & se voyant menacé que ledit sieur de Perault luy venoit enleuer ses fruiçts, s'en plaint par requeste à ladite Cour des Comptes, & obtint Commissaire pour informer de la violence, lequel surprend ledit Juge, qui estoit venu luy mesmes avec soldats pour ce faire & gaigna au pied voyant arriuer le Greffier de ladite Cour, ainsi qu'appert au procez verbal dudit sieur Commissaire cotté F à la production dudit Saxy deuant le Conseil, qu'il verras'il luy plaist pour remarquer la probité & maniere de proceder dudit Juge.

Mais Saxy voyant que pour auoir raison dudit sieur le Jugement de ladite Cour ne luy seroit iamais asseuré eust recours au Roy & a son Conseil priué fait plainte du trouble à luy donné par ledit sieur de Perault & obtient commission pour le faire assigner afin de desister dudit trouble & empieichement. donné a son ancienne possession.

Comme ils sont en instance ~~meistre~~ Gleise Aduocat dudit Arles, ayant faict semblable entreprinse contre dudit Saxy, pour raison de certains accremens & en estant en procez par deuant le mesme Conseil sous le nom du Procureur du Roy au siege dudit Nismes obtient arrest le 4. Auiril 1607. par lequel les parties & matiere sont renuoyees au Gouverneur de Montpellier ou son Lieutenant, pour leur estre faict droit iusques a sentence, & par appel au grand Conseil, par deuers lequel Gouverneur, ledit Saxy pourroit faire appeller ledit sieur de Perault si bon luy sembloit aux fins de sadite complainte.

Mais ledit sieur de Perault, voyant la matiere portee sur le lieu de son autorité, sans attendre d'y estre appellé, comme Saxy n'auoit aussi garde le faire, se fait appeller luy mesme, & de partie deffenresse se rend demandeur en complainte, & maintenue de possession de la terre dont est question iusques a 400. saulmees, en laquelle il ne fust iamais, puis soixante dix ans que ladite terre commençoit d'estre en nature, n'ayant iamais esté possedee par autres que Petits & Saxy.

Tant procedé que contre tout droit, & contre tout stile mesme dudiçt pays, ladite maintenue luy fust octroyee avec cassation des Baux dudit Saxy, par sentence dudit Lieutenant du 28. Mars 1608.

De laquelle ledit Saxy s'est porté pour appellant & a releué au Conseil, ayant amplement remonstré la nulliré d'icelle par les griefs qu'il en a donné, fondez sur ce qu'estant question d'une complainte il est possesseur recogneu de lxx. ans partant ledit sieur de Perault mal fondé, & sur ce qu'il a vn bon & valable tiltre & sur la prescri-



ption de la possession.

Contre laquelle prescription & tiltres ledict sieur de Perault & Procureur du Roy au siege de Nismes opposent deux choses, la premiere que petit ne fust iamais paisible possesseur, d'autant que sa possession fust interrompue par la demande que le susdict fet luy en fist par deuant la susdicte Cour des Comptes en l'an 1549. & par le susdit Procureur du Roy au siege de Nismes, par deuant diuers commissaires. La seconde que ladicte Cour estoit incompetante a faire baux des isles estants dans le Roſne, d'autant que la dicte riuere d'un bord a autre appartient au Roy pour son domayne du Languedoc, & l'inféodation aux Officiers du bureau dudit domaine, priuatiuement a tous autres, mesmes du Conté de Prouence.

Quand est du premier chef de la pretendue interruption le dict Saxy fait voir qu'elle est de nulle vertu pour auoir esté delaissee puis plus de 40. ans & par ainsi quand il ny auroit que ce temps de paisible possession, elle est prescriptible de droit, *prescriptione temporis longissimi.*

D'ailleurs que par l'ordonnance de l'an 1563. les instances delaissee par l'espace de trois ans ne seruent pour interrompre les prescriptions, ains elles courent tout ainsi que s'il ny eust eu iamais aucunes procedures & par ainsi l'instance dudit Fet ayant esté delaissee puis l'an 65. la prescription dudit Saxy reprend son cours depuis l'an 1540. que Anthoine Petit son ayeul fust mis en possession: On ne respond rien à cecy, sinon qu'apres ledit Arrest de 65. ledit Fet mourut laissant ses enfans mineurs sans en rien iustifier neantmoins comme à la verité ne l'estoient aussi.

Quand à la pretendue interruption de la part dudit Procureur du Roy au siege de Nismes par deuant les Commissaires deputez pour la recherche des Isles Saxy respond, que nul desdits Commissaires n'a mis Petit son ayeul hors de sa possession, ny iceluy empesche de iquir des fruits d'icelle, & que par lettres patentes des années 1575. & 76. toutes leur procedures pour raison de ladicte Isle & autres du costé de Prouence ont esté cassee, & icelles declarees n'estre comprinses, ains nommément exceptees de leur commission, avec deffence à iceux d'en prendre aucune iurisdiction, & au dict Procureur du Roy d'en plus parler: Par consequent doncques telles procedures n'ont peu interrompre ladicte prescriptiō. Et quād il y auroit en quelque interruption, ce que non, elle ne pourroit seruir aux pretendus hoirs de Fet, ny audit sieur de Perault, pource qu'estant personnelle, elle ne fait qu'a celuy qui la faicte, par ainsi demeure tousiours la prescription dudit Saxy en bon fondement.



de la cause.

Quand est de l'incompetance de ladiete Cour, c'est vne vieille question, non encor decidee laquelle n'a autre fondement, qu'une simple pretention, qui a eu lieu tant que la Prouence a esté separee de la Couronne, & à ceste par l'vnion d'icelle.

Et si bien suffist à Saxy de dire, que ceste pretendue incompetance neluy peut nuire, tant pource que ores elle y fust lors de son bail ce que non. Ce que ladite Cour en a fait, est rendu assez vallable par les susdites lettres parentes de confirmation, & sa iouissance: Que pource que par Edict du Roy Loys XII. del'an 1509. Toute ceste dispute quant à la propriété de ladite riuere & Isles d'icelle a esté euoquee au grand Conseil, tenant cependant les infeodations qui seroient faictes, soit par les Officiers de Prouence ou du Languedoc au profit de celuy qui feroit meilleure la condition de sa Maiesté, iusques a ce qu'autrement en soit esté ordonné. Et par ainsi les officiers du Languedoc ayent bouche close a leur pretendue incompetance.

Ce neantmoins pour leur monstrier que ladite Cour est fondee en valable competance, & par ce moyen a peu valablement faire le bail dont est question, Saxy faict voir & avec luy monsieur le Procureur general en la dicte Cour par bons & valables tiltres produits que les anciens Contes de Prouence en tant que s'estend la longueur dudit pays, ont heu meilleure part sur ladiete riuere du Rosne que les contes du Languedoc, car despuis l'emboucheure de la Durançe iusques au lieu de Fourques, ils en auoient la moitié, & dudit lieu tout le gros de la dicte riuere passant vers Arles, & la moitié du Canal passant vers ledit lieu de Fourques & Peccaix iusques en mer leur appartenoit aussi, & estoit la iurisdiction de leurs officiers, ensemble les Isles de l'Estel, la Pinede & Camargne, ville de Maries & vilages qui sont encor en la dicte Camargne dans l'enclos de la dicte riuere comme ils en iouyssoient encor de present.

Ce quest entierement conforme à la disposition du droit romain *quo reguntur* encor les ledit pays iadis prouinces de cest Empire, & avec lequel elles sont venues a la puissance des Roys de France qui n'ont rien changé de leur estat ny osté des droits de l'une pour donner a l'autre.

Car par ce droit *Insula in flumine nata si alteri parti proximior sit eorum erit qui ab ea parte prædia possident*. Et puis qu'on ne nie point que l'issue contentieuse ne soit plus proche de la Prouence d'autant qu'elle est iointe a la terre ferme d'icelle, on ne doit aussi nier que la iurisdiction d'icelle n'appartienne aux Officiers de Prouence.



D'ail'heurs estant le Rosne le borne & separation d'entre lesdictes Prouinces on scait bien que par le mesme droit tous bornes qui separent diuers heritages, & les fruiçts qui peuuent proceder d'iceux bornes sont comuns a ceux qui sont proprietaires desdits heritages.

Contre ce droit le Procureur du Roy a Nismes deuroit faire apparoir de quelque privilege, qui fit cesser la disposition d'iceluy car pour les autorites qu'il en alegue de Guido Pap. Monsieur Boyer, & quelques historiens ne sont suffisantes pour ce faire, comme les Aduocats dudit Sieur Procureur General & Saxy ont remonstré en leur escrits.

Après ces autoritez ils employent plusieurs extraicts de tiltres qu'ils disent auoir tirez des Archifs dudit Nismes, non d'aucun original, mais d'autres extraits ou brouillards, qu'on a remonstré & iustifie estre fort suspects; Et les supposant valables, nul d'iceux ne peut operer a leur intention comme a esté particulièrement representé contre chacun d'iceux.

On y fait voir que la pretendue declaration de la Royne Marie Contesse de Prouence est restraincte aux ports du Royaume & iurisdiction du Roy qui estoit l'ors du costé de Languedoc & ne donne rien des droits de son fils sur le Rosne.

Que l'arrest de Tolose del'an 1437. est pour le chasteau de lers bié haut par dessus la Prouence & de l'ancienne iurisdiction du Languedoc ores que le Rosne mutato Aluco l'heust depuis rendu plus voyfin des Terres du Pape.

Que l'autre Arrest de la mesme Cour del'an 1493. qui est leur vnique fondement de leurs si amples pretentions n'est qu'un pur Arrest de contention entre deux diuerses Cours, & Officiers d'un mesme Prince, estant ia la Prouence au Roy, donné par default, passion, & sans aucune execution, Et duquel entant que de besoing ledict Sieur Procureur general en a obtenu requeste ciuile.

Que l'Arrest donné par le grand Conseil l'an 1514. entre Alemād & Tornatoris n'attribue rien ausdits Officiers du Languedoc, ains au contraire fortifie la competence de ceux de Prouence.

Comme de mesmes l'arrest donné entre François Iordan & Iean Borit pour l'isle du Rodadour : & que toutes les autres pieces ne sont que papiers ramassez plustost pour obscurcir que pour éclaircir ce different.

Mais au contraire pour lesdicts officiers de Prouence Saxi fait voir en sa production qu'es années 888. & 916. les Rois d'Arles estoient Seigneurs du bord du Rosne du costé de l'Anguedoc par deux confirmations qu'ils firent de l'Abbaye de Cruas en Viuares,



en faueur des Archeuesque d'Arles cotees G. en sa production,

Que les villes de Valabregues & Beaucaire qui sont en Languedoc, estoient du Domaine du Comté de Prouence en l'an 1125, & vindrent au Comte de Tholoz pour la part de sa femme, au partage qui fut fait entre luy & le Comte de Barcelone, tous deux maris des heritieres de Gilbert Comte de Prouence & par consequent le Roine dentre deux estoit du mesme Domaine, c'est en la piece cotee H.

Il iustifice aussi par 4. pieces cotees I. que depuis l'an 1143. iusques à l'an 1259. les Archeuesques d'Arles ont esté Souuerains de toutes les places long le bord du Roine despuis la riuere du Gard iusques à saint Gilles du costé de Languedoc, & que les Contes de Monfort & de Tholoz leur en ont fait hommage, iusques à ce que le Roy saint Louys fit eschange dudit hommage en vne pension annuelle de 100. l. Puis doncques que lesdits Côtes n'estoient Souuerains du bord, moins le pouuoient-ils estre de la riuere, laquelle est de droit purement souuerain mesmes pour la pretendre entierement contre les Contes de Prouence qui possedoient leur bord en souueraineté.

Venant de plus pres & entrant dans la domination des Rois de France on fait voir en la piece cotee K. que 41. an apres, sçauoir l'an 1301. fut fait accord entre Philippes le Bel Roy de France & Charles 2. Comte de Prouence par le moyen de leurs Seneschaux & autres notables personnes par eux commis, par lequel & par plusieurs redites, est accordé que ledit Comte à des salins, *in insulis tam ultra quam citra Rodanum*, qu'il a de Peages sur ladite riuere, & encores iurisdicção en paroles fort expresses, car ayant esté accordé pour raison des confiscations des delicts commis sur la terre, qu'elles appartiendroient au seigneur de la terre sur laquelle auroient esté commis, il est adiousté, *si vero delictum commissum fuerit in flumine Rodani quatenus iurisdicção & terra domini Regis Caroli protenditur inter dictos dominos diuideretur*, ce qui ne seroit esté accordé si ladite iurisdiction ne leur eust esté commune.

Ce que se trouue encor iustifié par la piece cotee L. car en l'an 1537. qu'est 26. ans apres ledit accord le Iuge de Beaucaire ayant fait faire proclamations pour raison de l'Isle de Lubieres, il fut contraint de les reuoker par lettres expresses de son Scneschal, d'autant que l'adite Isle estoit côm'est encores du domaine de Prouence.

Les articles produits en suite sous la lettre M. du temps de la Roine Iechanne en l'an 1380. le monstrét encor plus clairement & si bien on ne face apparoir d'aucun iugement en suite d'iceux, ce neantmoins



moins la possession de toutes les Isles mentionnees fortifie suffisamment l'intention dudit sieur Procureur general de Prouence.

Car depuis le Roy Rene penultiesme desdits Comtes estant dans Beaucaire fit grace à la vesue du Iuge dudit lieu des arrerages de la censue de neuf cestier bled, qu'elle deuoit à sa recepte pour cause des terres qu'elle possedoit en l'Isle de Lussan, l'une des nommees aux susdits articles, ainsi qu'appert par l'extraict des lettres de ladite descharge de l'an 1443. cotté N.

Au moyen de tous lesquels tiltres appert clairement que les anciens Comtes de Prouence auoient droit & leur officiers iurisdiction sur ladite riuere du Rosne & par consequent qu'ils pouuoient donner les Isles & cremens naissans en l'estendue de leur distroit, avec lequel droit ledit pays a esté donné aux Rois de France par Charles, dernier desdits Comtes, ainsi qu'appert par la clause de son testament de l'an 1401. cotté O. lesquels doyuent estre conseruez de point en point.

Comme en effect les Officiers dudit pays s'y sont conseruez par les baux qu'ils ont faits des Isles que sont depuis arriuees du costé de Prouence: comme en l'annee 1495. deux ans apres le susdit Arrest de Tholoze des Isles de la Peyre & du mouton, encor possedees par la communauté de Barbentane, Es anneés 1502. 505. 537. & 539. des Isles mentionnees es picces cottees P. en la mesme annee 39. de l'Isle dont est question, & en l'annee 43. du Barc & port appelé de Consolde, le tout ressortissant, & payant les redeuances en Prouence.

Et ne se sont lesdits officiers conseruez de leur seule autorité en ceste possession, mais y sont encores esté imaintenus par l'autorité des Rois qui sont esté depuis comme en appert au discours des lettres patentes de l'an 1575. donnees en faueur de la communauté de Barbentane cottees S. & de celles de trois Henris cy dessus mentionnez en faueur dudit Saxy.

Outre laquelle maintenue le roy a fait vne plus expresse declaration de ce different en faueur de son Conté de Prouence par le moyen de l'erection du Bureau forain fait en la ville d'Arles en l'annee 1542. luy attribuant iurisdiction sur tous les ports du Rosne durant l'estendue dudit pays & par appel à la susdite Cour des Comptes: ce qui n'eust esté necessaire si toute ladite riuere estoit de bord en bord de la iurisdiction dudit Languedoc, & qu'il y a vn semblable Bureau à Beaucaire, ce que le Conseil trouuera iustificié par le procez verbal de ladite erection cotte D en l'inuentaie & production dudit sieur Procureur General.



Outre ceste possession des Officiers la possession des particuliers du mesme pays pour raison de la pescherie sur ladite riuere venant *ab antiquo* & resultant de la transaction passée entre les Consuls d'Arles & Tharascon villes de Prouence en l'année 1527. cottee R, faitte pleine & inuincible preuue que ladite riuete appartient pour moitié au domaine & iurisdiction dudit pays de Prouence & que les officiers du Languedoc pretendent trop que de le vouloir tout pour eux.

Et ne sachans que contredire a ces tiltres non plus qu'aux droits & raisons cy deuant desduits, ils se sont iertez sur des Histoires & exceptions plus sophistiques que de pratique, contre lesquels le Conseil est très-humblement supplié voir les saluatiōs dudit Saxy lesquels couppent court à tout sophismes & vaines pretentions. Et ainsi il iustifie suffisamment qu'il est possesseur de bonne foy avec bons tiltres, par Iuges competans: de l'autorité du Roy, & par legitime prescription contre qui que soit, de la terre contentieuse, quil a par maniere de dire formée de ses mains propres, c'est à dire par son trauail industrie & despens, excédans le prix de la piece, de laquelle il n'a encorrien profité & en a neantmoins payé annuellement le cens & redevance, qu'iniquement & iniustement il y est troublé par ledit sieur de Peraut, & que le Procureur du Roy au sie de Nismes abuse de sa charge prestant le nom du Roy à si iniques poursuites.

Que les officiers du Roy audit siege sont mal fondez en leur pretendue iurisdiction sur les Isles du costé de Prouence de laquelle ils ne montrent ny tiltres, ny actes de l'usage & exercice d'icelle, soit deuant ou apres l'vniō de ladicte Couronne.

Et que par preiuge de messieurs les Tresoriers generaux en Languedoc en semblable demande de la Dame de Ventadour, ledit Saxy a esté relaxé en l'année 1596.

A quoy le Conseil faisant droit & mettant s'il luy plaist vne bonne fin à si importantes contentions maintiendra ledit Saxi en son ancienne possession conformement aux conclusions prises par son Aduocat en ses griefs & par ledit sieur Procureur General de Prouence en ses moyens d'intervention avec despens.









